

Fiche explicative sur les Principes Horizontaux

Données tirée du site <http://www.fse.gouv.fr>

Les principes horizontaux ont été définis par la Commission européenne et visent à s'assurer que tous les investissements et projets financés par des fonds européens respectent certaines priorités fondamentales.

Pour la programmation 2014-2020, **3 principes horizontaux** ont été retenus et concernent notamment le FSE :

- le développement durable,
- l'égalité des chances et la non-discrimination,
- l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi chaque programme opérationnel et chaque projet mis en œuvre avec des fonds européens structurels d'investissements (FESI) doivent prendre en compte ces 3 principes, voire y contribuer spécifiquement.

LE DEVELOPPEMENT DURABLE

L'Union européenne a défini une stratégie européenne de développement durable visant à améliorer le bien-être et les conditions de vie des générations présentes et futures. Elle a été approuvée par le Conseil européen en juin 2006 et se base sur **4 piliers du développement durable** : économique, social, environnemental et gouvernance mondiale (promotion du développement durable en dehors de l'UE, y compris les aspects concernant la démocratie, la paix, la sécurité et la liberté).

En France, la stratégie nationale pour la transition écologique vers un développement durable 2014-2020 a été adoptée le 4 février 2015 et s'attache à préserver l'équilibre entre les dimensions environnementale, sociale et économique. L'enjeu est notamment d'assurer la cohérence et la complémentarité des engagements internationaux, européens et nationaux et de transformer l'économie et la société pour surmonter 4 enjeux écologiques majeurs :

- le changement climatique,
- la perte accélérée de biodiversité,

- la raréfaction des ressources,
- la multiplication des risques sanitaires.

Cela implique de produire un effort en termes d'équité sociale et de cohésion, d'égalité des chances pour tous, de participation des citoyens à la prise de décision, de renforcement du dialogue social, de responsabilité sociale des entreprises, de cohérence entre les politiques et actions menées aux niveaux local, régional et national.

L'EGALITE DES CHANCES ET LA NON-DISCRIMINATION

La lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité des chances sont au centre des politiques publiques, et visent à lutter contre les risques de rupture dans l'égalité de traitement. Elle est inscrite dans la loi française. Vingt critères définissent ces discriminations (loi de mai 2008, modifiée en 2012, portant sur diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations) :

- L'âge
- L'apparence physique
- L'appartenance ou non à une ethnie
- L'appartenance ou non à une nation
- L'appartenance ou non à une race
- L'appartenance ou non à une religion déterminée
- L'état de santé
- L'identité sexuelle
- L'orientation sexuelle
- La grossesse
- La situation de famille
- Le handicap
- Le patronyme
- Le sexe
- Les activités syndicales
- Les caractéristiques génétiques
- Les mœurs
- Les opinions politiques
- L'origine
- Lieu de résidence

Au niveau européen, l'égalité des chances et la non-discrimination étaient déjà intégrées comme principe dans la précédente période de programmation, l'objectif étant de lutter contre toutes les formes de discriminations : directes, indirectes et systémiques.

L'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

« Comblar les écarts entre les femmes et les hommes et lutter contre la ségrégation sexuelle du marché du travail » et « promouvoir un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle » sont les priorités affichées par le Conseil européen. Ceci se concrétise par le Pacte européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2011-2020. Il traduit l'engagement des Etats membres sur la promotion de l'emploi des femmes et la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale.

Au niveau national, le programme « Une troisième génération des droits des femmes : vers une société de l'égalité réelle » constitue l'engagement français en la matière, sous la forme d'un plan interministériel pour renforcer le droit des femmes.

LA PRISE EN COMPTE TRANSVERSALE DES PRINCIPES HORIZONTAUX

Ces principes s'appliquent pour la sélection de toute opération FSE. Ainsi, les bénéficiaires doivent justifier l'impact de leur projet sur ces 3 principes horizontaux (impact positif, neutre ou négatif) et décrire les modalités d'intégration de ces principes dans la conduite de leur projet.